

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 8 DECEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) Il s'amuse
- 2) Les trois dimensions politiques
- 3) En trois ans il gagne...
- 4) Un séisme
- 5) Ils sont fous !
- 6) L'histoire de France
- 7) Les jeunes max FN...

Gérard Diez La Presse en Revue

I) François Hollande joue à qui perd gagne



François Hollande a voté à Tulle (Corrèze), ce dimanche © Présidence de la République

François Hollande a perdu. Le PS n'aura plus que quelques régions dimanche prochain. Mais le chef de l'État se projette déjà dans la présidentielle de 2017. Avec un FN fort et une droite sans ressort, les résultats de dimanche soir confirment sa stratégie : être le seul rempart « républicain » face à Marine Le Pen.

Jusqu'au bout, le pouvoir n'y a pas cru. Vendredi encore, l'Élysée misait sur un Front national surestimé par les sondages. Il a été violemment démenti : dimanche soir, l'extrême droite arrive en tête dans six régions sur treize. Depuis les attentats du 13 novembre, François Hollande a pourtant adopté une posture martiale et incarné, dans une mesure jusque-là inédite, le tournant sécuritaire de son quinquennat. Il est même allé jusqu'à emprunter une proposition du Front national pour réformer la Constitution. Rien n'y a fait : pour ces élections sous état d'urgence, le FN, à près de 30 %, devance largement la droite (27 %) et le PS (23 %). Le reste de la gauche est atomisé.

Sur le plateau de Mediapart dimanche, le chercheur Fabien Escalona a très vite résumé les principaux enseignements du scrutin : « Ce soir, c'est un peu un remake du film *Un jour sans fin*. Après les élections européennes, municipales et départementales, on revit encore la même chose. Le FN fissure son plafond électoral ; la droite refait tout juste son score des régionales de 2010, un résultat qui avait été à l'époque interprété comme une défaite. Dans ce désastre, le PS est le seul qui surnage à peu près. Mais le total gauche, lui, est historiquement faible. On vit quelque chose d'historique, mais qui s'ancre aussi désormais dans une réalité politique. »

Jusqu'à dimanche soir, l'Élysée, le gouvernement et le PS espéraient limiter le score du FN. Ils se souvenaient qu'avant les départementales, le parti frontiste était déjà donné à 30 % et qu'il avait 25 % au soir du premier tour. Ils estimaient aussi que les attentats de Paris et de Saint-Denis pouvaient susciter une volonté de rassemblement. « Là, tout le monde est touché. Il n'y a pas le débat "Je suis Bataclan" comme il y avait "Je suis Charlie" », estimait vendredi un proche du chef de l'État.

Deux jours plus tard, le discours a radicalement changé : c'est bien le FN qui profite de la peur suscitée, et attisée, par les attentats. Les électeurs

ont voté « dans une France profondément marquée par le drame des assassinats de masse perpétrés par les terroristes, l'état d'urgence et la guerre contre Daech. Les enjeux régionaux ont pâti de cette situation à nulle autre pareille », a expliqué le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, à l'issue du bureau national de son parti. « Le FN a prospéré sur la peur. On est dans un climat particulier sur lequel il a surfé », indique également un conseiller ministériel.

Politiquement, c'est évidemment un désastre pour François Hollande. D'autant que les appels à la mobilisation des électeurs ont eu un effet très limité. Les ministres avaient pourtant sorti l'artillerie lourde en suggérant que voter était un acte de résistance après les attentats, voire une manière de combattre l'État islamique (EI, ou Daech). Lors de ce premier tour, la participation a légèrement augmenté (50,32 %) par rapport au score calamiteux des précédentes régionales de 2010 (46,33 %) mais un électeur sur deux ne s'est pas déplacé. « Après les attentats de janvier, le regain de popularité de l'exécutif ne s'était pas traduit dans les urnes, constate Fabien Escalona. À nouveau, ce n'est pas le cas ce soir car si le PS est au pouvoir, il est en échec. L'électorat de gauche est très démobilisé. »

Selon le chercheur, « le discours de l'exécutif » ces dernières semaines a aussi contribué à « valider » le discours du Front national. « Manuel Valls disant que l'Europe ne doit plus accueillir de réfugiés – quasiment le discours du FN ; son discours contre la "culture de l'excuse" ; la déchéance de nationalité pour les binationaux nés français – qui reprend l'idée d'un ennemi de l'intérieur prônée par le FN. Cela a contribué à renforcer ceux qui voulaient voter FN, mais aussi à la dissolution des repères. »

Le premier ministre, Manuel Valls, fait donc aussi figure de grand perdant, lui qui avait pris la tête du combat anti-FN et qui a renoncé à prendre la parole dimanche soir devant les Français. Il s'exprimera lundi, quand les discussions auront abouti dans toutes les régions où les socialistes sont susceptibles de se retirer – c'était déjà acquis en Paca, et Nord-Pas-de-Calais-Picardie dimanche soir. La nouvelle région Alca (Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne) est également concernée, a annoncé lundi matin sur RTL le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis.

Mais électoralement, le PS ne s'en sort pas trop

mal : avec 23 %, il fait quasiment le même score qu'en 2010, quand il avait ravi la quasi-totalité des régions à l'issue du second tour. Il est en tête dans deux régions, la Bretagne et l'Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin, et son partenaire radical de gauche dans une, la Corse. L'Élysée s'imaginait dimanche soir pouvoir l'emporter dans « au moins trois régions » : la Bretagne, l'APCL et le Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. Et plusieurs régions leur semblaient encore à leur portée : l'Île-de-France, la Corse, la Normandie et le Centre. Mais à condition d'un rassemblement à gauche, pour l'heure très incertain encore.

Après plusieurs heures de réunion au siège du PS, le premier secrétaire du PS a parlé tard dans la soirée, vers 22 h 30, pour annoncer le désistement du PS en Paca et en Nord-Pas-de-Calais, deux régions que le Front national a de très grandes chances d'emporter dimanche prochain. Le PS n'aura donc aucun siège dans ces deux régions.

Un « sacrifice » qui permet surtout à Jean-Christophe Cambadélis de dénoncer l'attitude de Nicolas Sarkozy et son refus « de pratiquer le désistement républicain, l'accord technique ou le simple retrait ». Et lui donne l'occasion de prôner, une nouvelle fois, l'union de la gauche, pour le second tour et après. « La gauche est le dernier rempart de la France républicaine contre l'extrême droite xénophobe », assure Cambadélis, dans la ligne de l'Élysée.

En réalité, c'est autour du PS que la catastrophe est la plus violente : pour le reste de la gauche d'abord et, dans une moindre mesure, pour la droite pourtant unie cette fois (LR et les centristes – lire l'article d'Ellen Salvi et de François Bonnet). « La droite dévisse complètement »,

Pour "l'autre gauche", la débandade prévisible est arrivée, faute de stratégie lisible au moment de constituer les listes comme lors du vote de l'état d'urgence. Chacun agit comme il le sent, sans stratégie unitaire ni désir de convergence.

Difficile également de s'y retrouver, entre les écologistes, les communistes et le reste du Front de gauche, à l'orée de ce second tour marquée par le risque FN.

Les uns choisissent de s'allier sans discussion avec le PS, ou se rangent à sa décision de se retirer pour laisser droite et extrême droite s'affronter.

Il faut dire que les résultats ne plaident guère pour l'audace, puisque aucune liste, Front de gauche, EELV, ou les deux alliées, n'est parvenue à dépasser le seuil des 10 % (Gérard Onesta, à la tête d'une des deux seules listes FDG/EELV, l'a approché, en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées). En revanche, leurs scores cumulés les dépassent souvent. Si l'espace électoral existe à la gauche d'un pouvoir qui se recentre sans cesse, les têtes de file de la gauche française ne l'ont visiblement pas trouvé. Par rapport aux dernières élections régionales, ce sont eux qui perdent des voix, là où le PS n'en perd pas tant que ça. Signe que le refuge dans l'abstention à gauche ne concerne pas que le seul PS.

Désormais, il ne peut plus être fait prétexte de désaccords programmatiques ou de contextes locaux particuliers pour justifier de rester désunis. À moins d'accepter sa défaite et son entrée dans le coma, au moment où François Hollande installe le désert politique entre lui et Marine Le Pen.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Voilà, on y est...



Anne Sinclair Directrice éditoriale,
Le Huffington Post

Des têtes de vainqueurs, des mines de vaincus, c'est l'habituel menu des soirées électorales. Mais cette fois, il y a eu comme un jeu de chaises musicales.

Ils sont désormais trois grandes forces politiques à se partager les suffrages des Français. On pourrait presque dire quatre, car le Front de Gauche et les écologistes qui sont autour de 10 à 12% des voix ne sont plus vraiment un appoint pour le PS au pouvoir.



Reuters

Mais le fait est là. A force de commentaires, pointant scrutin après scrutin le "choc", le "coup de tonnerre" de son irrésistible avancée, le FN est devenu le premier parti de France. Les sondages l'avaient prévu, les électeurs l'ont fait.

Qui aurait dit qu'un jour, Marine Le Pen, dans un Nord-Pas de Calais de gauche depuis cent ans, devancerait son adversaire de droite de près de 20 points? Qui aurait prévu qu'une jeune femme de 25 ans, nièce de la précédente, talentueuse et dure comme une lame, écraserait son rival maire de Nice, de 14 ou 15 points? Qui aurait parié que les membres du triumvirat de la famille Le Pen (Marine, Marion, Louis Aliot) agrémenté d'un Florian Philippot aux anges, deviendraient les seuls sujets de discussion de la soirée, ceux pour lesquels s'arrêtent des débats de chiffonniers pour qu'on puisse entendre leurs déclarations? Ceux qui ont un large sourire à côté de la mine déconfite de leurs challengers, ceux qui se paient le luxe d'avoir un discours national en même temps que leur commentaire local, celui de Marine Le Pen étant même très présidentiel?

Tout le monde savait bien, direz-vous, qu'ils seraient les grands vainqueurs de ces élections -en tout cas au premier tour- mais chacun pensait -ou espérait- que ce ne serait finalement pas le cas.

Eh bien voilà, on y est, le paysage est bouleversé. Une défaite de la gauche par rapport à 2010, que l'embellie dans la popularité post-attentats du Président n'aura pas su sauver. Une déception pour Les Républicains, malgré l'activisme et les discours extrêmes d'un ex-Président de la République, qui ne les a pas galvanisés. Des écologistes à la traîne, une extrême gauche

symbolique. Et une évidence à laquelle on n'échappera pas encore très longtemps: comment une démocratie digne de ce nom peut accepter qu'un parti qui rassemble 30% des électeurs n'ait que deux députés à l'Assemblée Nationale? Une révision déchirante s'impose sur notre système de représentation, et ce n'est pas plus gai.

Mais place pour l'heure au deuxième tour et aux manœuvres des troupes.

Le PS retire ses listes dans aux moins deux des régions les plus menacées par le FN, le Nord et Paca. C'est courageux, car il renonce à tout élu régional durant les cinq prochaines années. C'est cohérent avec le discours guerrier du Premier ministre depuis des mois. C'est enfin une façon d'au moins sauver l'honneur quand le sort, lui, est contraire. Il n'est pas sûr toutefois que ce soit efficace, tant l'avance des deux dames du Front est importante, et tant le fossé s'est creusé entre l'ex-UMP et le PS. La gauche est allée voter comme un seul homme pour Jacques Chirac face à Jean-Marie le Pen en 2002, il n'est pas sûr qu'elle se mobilise massivement pour MM. Bertrand et Estrosi, ce dernier, en tout cas, ayant pour le moins flirté avec des thèmes proches de ceux de sa jeune concurrente.

Nicolas Sarkozy pour sa part, a réitéré son ni-ni. Il est exact qu'aucun candidat de droite, en se maintenant, ne risque de faire gagner un frontiste. Au contraire, même: le report est aujourd'hui tellement massif des Républicains vers le FN qu'en se maintenant, les candidats LR "fixent" au moins les votes de la droite républicaine et les empêchent d'aller grossir les rangs de l'extrême droite.

On aurait pu pourtant imaginer un discours moins étroit. Là aussi, pour l'honneur. Par son appel à ce que "la République ne recule plus", par sa compréhension devant des électeurs qui ont "peur qu'on méprise leur identité, qu'on change leur mode de vie", Nicolas Sarkozy poursuit la confusion avec les thèmes identitaires que caresse le FN et ne favorise pas une envie folle de la gauche de voter pour ses candidats.

Ipsos a sondé les motivations des électeurs qui se sont rendus ce dimanche aux urnes: à part le chômage, toujours en tête depuis 40 ans dans les préoccupations des Français, le terrorisme, l'insécurité et l'immigration arrivent juste derrière. La tragédie du 13 novembre a contribué à amplifier la tendance. Les mois qui viennent ne vont pas la renverser. Je ne suis pas sûre que, contrairement à l'enthousiasme de Florian Philippot, le vote FN ait été un "vote d'amour".

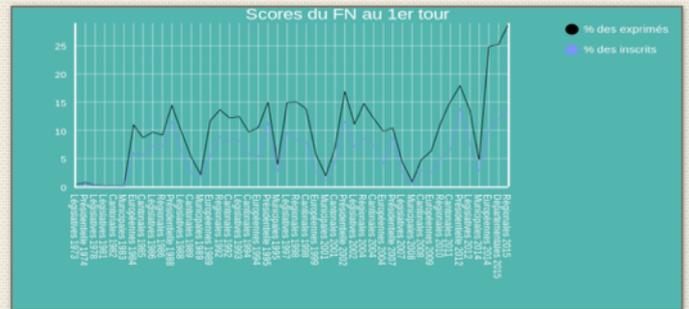
Espérons en tout cas que ce n'est pas le cas ! Mais c'est à tout le moins, le vote de la peur. Peur du monde, peur de la violence, peur du déclassement, peur des autres. Qu'il soit permis de dire que, du coup, c'est le résultat lui-même de ce vote qui fait peur: peur d'un scrutin présidentiel, dans 16 mois, où, sur nos écrans de télé, comme sur la Une de Libération ce lundi matin, se dessinerait un visage qui marquerait vraiment le début d'une autre France.

huffingtonpost.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) En 25 ans, le FN avait gagné quatre points; il en a gagné dix en trois ans

Robin Verner



Les scores du Front national depuis 1973. (Infographie réalisée avec Chartblocks)

En tête dans six régions au premier tour des Régionales 2015, dominant largement la course à la présidence de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Provence-Alpes-Côtes-d'Azur, avec sur le plan national un score estimé proche de 30% des suffrages exprimés le 6 décembre (avec une participation légèrement supérieure à 50%), le Front national de Marine Le Pen franchit donc un nouveau cap au sein du système politique français.

En réexaminant les résultats frontistes au premier tour des différents scrutins depuis ses débuts en 1973, on ne peut que constater une accélération de la progression du FN au cours des dernières années. Les premières échéances, pourtant, avaient tout d'une trajectoire laborieuse.

1973-1983: les années groupusculaires

Lorsqu'il est lancé à la fin de l'année 1972 par le petit mouvement d'extrême-droite Ordre nouveau et, déjà, sous l'égide de Jean-Marie Le Pen, le «Front national pour l'unité française» a pour ambition d'inscrire le nationalisme dans le jeu électoral et de rassembler toutes les formations situées à la droite du RPR.

Pendant quelques temps encore, le parti (qui voit rapidement son nom raccourci en Front national) continue pourtant à trouver le même écho qu'un simple groupuscule dans les urnes. A son premier rendez-vous, les élections législatives de 1973, le FN n'attire que 108.000 voix soit 0,44% des suffrages exprimés et 0,36% des inscrits. On est loin de résultats susceptibles d'amener le parti de Jean-Marie Le Pen à renouveler l'Assemblée

nationale sous la présidence Georges Pompidou.

En toute logique, Le Pen n'arrive pas à tirer son épingle du jeu lors de sa première candidature à l'élection présidentielle en 1974: il recueille un peu plus de 190.000 voix, soit 0,75% des suffrages exprimés et 0,62% des inscrits.

La formation n'aura pas l'occasion de se refaire dans les urnes avant longtemps: elle ne représente des listes qu'aux législatives de 1978. Les résultats sont même encore plus mauvais qu'auparavant, car au soir du 12 mars 1978 le FN ne séduit que 82.000 personnes et 0,29% des votes exprimés.

Un score presque enviable au vu de la suite cependant. Le Pen n'obtient pas le nombre de signatures nécessaires pour se présenter à la Présidence de la République en 1981 et en 1983 son parti termine sur un piteux 0,11% aux élections municipales. C'est d'ailleurs une constante, que Slate relevait déjà il y a quelques mois: le FN a eu longtemps tendance à patiner dès lors que le scrutin impliquait un grand nombre de candidats. En revanche, il fait une irruption brutale dans le jeu politique en 1984 lors d'élections européennes moins exigeantes en troupes.

1984-2011: entre explosion et stagnation

Aux élections européennes de juin 1984, le Front national arrive en quatrième position avec 10,95% des suffrages exprimés, soit environ 6% des inscrits. Il talonne le Parti communiste de Georges Marchais encore devant (avec 11,20%) mais pour peu de temps. La progression du Front national se confirme aux élections législatives de 1986 avec 9,65% des voix, ce qui lui permet de gagner 35 sièges à l'Assemblée grâce à la proportionnelle alors en vigueur.

La Présidentielle de 1988 marque encore une avancée majeure pour l'extrême-droite. Le Pen réalise un score de 14,38% des votes exprimés et réunit plus de 11% des inscrits avec plus de quatre millions d'électeurs. Cette part taillée dans le nombre total d'inscrits et donc le nombre de votants conquis restera d'ailleurs pendant longtemps un record pour le Front national.

Il n'y a qu'au premier tour de la Présidentielle de 2002 qu'il fait mieux avec quatre millions et huit-cent mille électeurs et 16,86% des suffrages exprimés mais un score similaire en terme d'inscrits avec 11,66%. Entre 1988 et 2011, on

peut donc noter la construction d'un socle électoral mais pas question d'évoquer une irrésistible ascension. Les scrutins suivant le choc de 2002 et les dernières années de Jean-Marie Le Pen à la tête du FN marquent même une érosion de ce mouvement dans les urnes.

2012-2015: l'emballement

Marine Le Pen établit de nouveaux standards au plan national en 2012. Elle ne se qualifie pas pour le second tour de la Présidentielle mais flirte avec les 18%, et près de 14% des inscrits avec ses plus de six millions quatre cents mille électeurs. Mais c'est à compter des Européennes de 2014 que le FN s'embarque sur la voie rapide. Ses listes remportent alors 24,86% des voix. Aux départementales, il y a quelques mois, le parti fait encore mieux en dépassant le quart des suffrages exprimés: 25,24%.

Cette fois-ci donc, le Front national frappe les esprits plus profondément encore, avec ses 30% au premier tour des Régionales loin devant les candidatures de la droite associée au centre et celles de la majorité.

L'impression d'un emballement électoral s'impose. Le Front national avait mis plus de dix ans pour atteindre les 10% des suffrages validés puis encore cinq ans pour approcher les 15% une première fois. Il reste ensuite peu ou prou dans ces parages jusqu'en 2012. Une sensible augmentation éclate à ce moment là et devient particulièrement sensible. Ensuite, il ne faudra que deux ans pour gagner près de sept points, puis un an pour monter de près de cinq. Le Front national paradait auparavant lorsqu'il pouvait revendiquer 15% des votes exprimés, cette fois-ci il a convaincu près de 15% des inscrits.

Robin Verner



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Choc des régionales : quel avenir pour un système politique dans lequel les deux principaux partis de gouvernement rassemblent tout juste 50% des voix ?



Eric Verhaeghe est le fondateur du cabinet Parménide et président de Triapalio. Il est l'auteur de *Faut-il quitter la France ?* (Jacob-Duvernoy, avril 2012). Son site : www.eric-verhaeghe.fr
Diplômé de l'ENA (promotion Copernic) et titulaire d'une maîtrise de philosophie et d'un DEA d'histoire à l'université Paris-I, il est né à Liège en 1968.

Les élections régionales constituent un séisme majeur dans le paysage politique français, même si les partis de gouvernement s'efforcent (PS en tête) d'en minimiser l'impact. Les sondages avaient annoncé une victoire du Front National : c'est un raz-de-marée qui se produit, et qui aggrave brutalement le constat déjà préoccupant qui pouvait être dressé sur l'état de la société française. Dans la pratique, la France confirme l'entrée, qu'on présentait après la manifestation du 11 janvier, dans une situation pré-révolutionnaire, que quelques chiffres permettent d'illustrer.



56% des électeurs du FN se sont abstenus

Contrairement à l'idée répandue selon laquelle l'abstention (50%) aurait profité au Front National, en sanctionnant surtout les partis de gouvernement, l'enquête IPSOS sortie des urnes suggère que l'abstention a touché le Front National dans les mêmes proportions que les autres partis: 56% pour le Front National, 55% pour le PS, 57% pour la droite classique.

La victoire du Front National ne tient donc pas à une différence ponctuelle de mobilisation. Elle est beaucoup plus profonde et beaucoup plus

systémique que les états-majors de partis institutionnels ne voudraient le faire croire.

De ce point de vue, pour les institutions de la V^e République, le défi est désormais de taille: les années électorales à venir pourraient très bien amplifier le phénomène électoral auquel nous avons assisté. La mobilisation des abstentionnistes ne changera pas forcément la donne.

6 millions de voix pour le Parti Socialiste

Avec une abstention à 49% et 24% des suffrages exprimés, le Parti Socialiste représente désormais moins d'un huitième des électeurs français, soit environ 6 millions de voix. Pourtant, le Parti Socialiste détient une majorité de sièges à l'Assemblée Nationale. Comment continuer à gouverner avec une si faible légitimité politique? La question est ouverte et se posera forcément à l'occasion des prochaines réformes qui ont un impact fort sur les libertés publiques. Le gouvernement est-il encore légitime pour violer les Droits de l'Homme en instaurant ou en prorogeant l'état d'urgence? Le gouvernement peut-il modifier la Constitution avec une si faible crédibilité collective?

Toutes ces questions se poseront avec d'autant plus d'acuité que le Front National s'est opposé à la loi sur le renseignement et ne se montre pas très enclin aux mesures d'urgence.

12 millions de voix pour les partis de gouvernement

À eux deux, les partis de gouvernement (Socialiste et Républicains) totalisent bon an mal an 12 millions de voix, soit un quart de l'électorat français. Là aussi, pour les institutions de la V^e République, cette situation constitue à la fois un défi et une menace. Comment trouver une quelconque légitimité aux débats de l'Assemblée Nationale quand ceux-ci se déroulent entre des élus avec une si faible légitimité électorale.

Il suffit de voir l'indifférence pour les débats budgétaires en cours: le poids de la représentation nationale, que ce soit à l'Assemblée ou au Sénat, n'est plus suffisant pour structurer le débat public.

La République est-elle une affaire d'initiés ou de profanes? La réponse à cette question dans les mois à venir sera cruciale.

Le FN, première force politique chez les jeunes

Selon l'enquête Ipsos à la sortie des urnes, le Front National est désormais la première force politique chez les moins de 24 ans. Avec un tiers des intentions de vote dans cette catégorie, le parti de Marine Le Pen s'installe, en réalité, comme un parti d'avenir qui devrait ringardiser pour longtemps les partis de gouvernement.

C'est probablement le chiffre le plus gênant pour les « partis en place ». Il pose la question de la résilience: comment imaginer de rebattre les cartes, quand les générations qui accèdent au droit de vote sont d'ores et déjà convaincues par le parti traditionnellement considéré comme le plus extrémiste de la vie politique?

2 régions pour un Front Républicain

Face à ces évidences arithmétiques fortes, les partis de gouvernement semblent tétanisés et bien décidés à reprendre les affaires comme avant et comme si de rien n'était.

Est-ce la marque d'une incapacité à évoluer? ou le fait d'une cécité tenace dont la finalité est difficile à cerner? Toujours est-il que Jean-Christophe Cambadélis, grand expert en combinazioni électorales, a annoncé hier la retrait des listes socialistes dans deux régions: dans le Nord-Picardie et en Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Pourquoi dans ces deux régions seulement, et pas partout en France, dans les situations où la gauche est en troisième position?

Incontestablement, ce genre de calculs nourrira le sentiment que le Parti Socialiste est décidément incapable de prendre une ligne politique claire et préfère systématiquement les stratégies compliquées et opportunistes.

Une suite difficile à gérer

On mesure ici l'écart qui sépare les attentes de plus en plus radicales et « carrées » de l'électorat d'un côté, et les pratiques pour ainsi dire congénitales des partis de gouvernement. Ceux-ci vont désormais affronter une longue période de pouvoir (un an et demi) où leur légalité est incontestable, mais leur légitimité très écornée.

Nul ne sait où cette pente glissante peut mener le pays.

V) Vu d'Allemagne. Régionales : "Ces Français sont-ils fous ?"



Dans un bureau de vote à Limonest près de Lyon, le 6 décembre 2015.
PHOTO ROMAIN LAFABREGUE/AFP

Interpréter la victoire du Front national au premier tour des régionales comme un cas isolé serait une erreur, écrit la presse allemande. La France est en train de changer de cap idéologique.

“C'est aussi grave qu'on le craignait : presque un Français sur trois a donné sa voix au Front national”, note la **Süddeutsche Zeitung** au lendemain du premier tour des régionales, le dimanche 6 décembre. Pour le quotidien de Munich, rien ne semble plus pouvoir arrêter l'extrême droite dans le Nord et en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

“Mais sont-ils fous, ces Français ? Attention, le résultat de dimanche n'est pas une erreur. Les voix pour Le Pen ne sont pas dues à un soudain accès de fureur contre les élites politiques. Ou la simple conséquence des attentats du 13 novembre. Non. Le FN monte depuis des années dans les sondages, de manière constante, forte, en l'occurrence inévitable.”

La faute en revient aux partis établis, selon le quotidien de centre gauche. Ils ont eu trop peu de courage pour s'attaquer aux grands problèmes de la République. “De plus en plus de Français donnent une chance au FN : non pas par protestation mais par conviction désespérée et amère.”

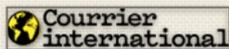
Dérive à droite

Pour **Spiegel Online** aussi, “la France se déplace à droite”. Le site de l'hebdomadaire de Hambourg parle d'un “vent qui tourne”. “Avec l'avancée du

Front national, la Ve République devient un système à trois partis. Idéologiquement, le pays dérive à droite.”

Pour **Die Zeit**, ce résultat a toutes les chances d’entrer dans les livres d’histoire, comme le “dernier avertissement, de nouveau mal interprété, que lancent les électeurs français, le signe avant-coureur d’une catastrophe qui s’annonce depuis des années. A savoir, une victoire de Marine Le Pen à la présidentielle de 2017. Même un bon résultat de la patronne du FN – sans victoire – imposerait de nouvelles contraintes à la politique française. Et aujourd’hui, cette catastrophe est plus probable que jamais.”

Le Pen en 2017... Cette même idée se trouve aussi dans les colonnes de la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**. A 47 ans, la présidente du parti aspire depuis longtemps au pouvoir, rappelle le quotidien conservateur. “Mais pour l’instant, elle n’a pas eu d’expérience de l’exécutif”.



VI) Vu d’Italie. Percée du FN : “Une nouvelle ère de l’histoire française”



Marion Marechal Le Pen au soir du 6 décembre à Le Pontet. PHOTO BORIS HORVAT/AFP

C’est un changement profond, estime la presse italienne au lendemain du premier tour des régionales en France. Le Front national lance un populisme européen qui se nourrit de voix de gauche comme de droite.

Un grand vainqueur après le premier tour des élections régionales en France. Le Front national a réalisé une percée historique le 6 décembre avec un score national proche des 30 %. Il devance les listes Les Républicains-UDI-Modem (26,2 %) et le PS et ses alliés (23,2 %).

Le parti de Marine Le Pen arrive en tête dans au moins six régions, dont la Provence-Alpes-Côte d’Azur (Paca) et le Nord-Pas-de-Calais-Picardie.

En Italie, la presse n’est pas totalement surprise par ce succès. Le **Corriere della Sera** souligne que le scrutin a eu lieu peu de temps après les attentats terroristes à Paris le 13 novembre.

Derrière son succès, il n’y a pas seulement la demande de mesures fortes sur l’immigration et d’une lutte sans merci contre les terroristes – pour lesquels Marine invoque le retour de la guillotine. Il y a aussi l’angoisse d’une nation habituée à l’hégémonie qui sent désormais qu’elle ne compte plus pour grand-chose.”

Et tandis que le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis a annoncé le retrait des listes socialistes en Paca et dans le Nord, la chef du parti d’extrême droite a poursuivi son projet de dédramatisation du Front, note le quotidien de Milan, qui qualifie le discours de Marine Le Pen de “gaulliste”.

Elle a même parlé de ‘grandeur’, comme le faisait le général. Un retournement total pour un parti qui a toujours considéré les gaullistes comme ses ennemis naturels. Cinq minutes plus tôt, le dernier héritier de cette famille politique, Nicolas Sarkozy, refusait toute alliance avec la gauche contre le FN : pour lui, Hollande et les Le Pen sont pareils. Ainsi commence une toute nouvelle ère de l’histoire française et européenne.”

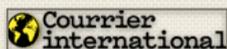
La Stampa, de son côté, identifie une évolution politique nouvelle mais commune à la France et à l’Italie, à savoir un “inédit dosage entre recettes de droite et de gauche”, qui lui rappelle “le populisme transversal du Mouvement 5 étoiles”. Régionales : “Une rampe de lancement pour le FN”

Le discours est plus tranché sur le site d’**Il Giornale**, le quotidien de la famille Berlusconi. Sur son blog, le journaliste Francesco Maria Del Vigo, qui vient de publier un livre sur le leader de

la Ligue du Nord, ne cache pas sa joie. Pour lui, le premier tour des régionales en France constitue "une victoire culturelle", réalisé par un mouvement "snobé par les salons de la rive gauche".

Les imprévisibles ont gagné. La société 'incivile'. La vérité, c'est que les Français en ont eu marre : du politiquement correct, du mépris de la gauche caviar, de l'onanisme des intellectuels qui n'ont jamais fait un tour en banlieue, de la dictature du multiculturalisme, et d'une politique inadaptée à cette époque, qui répond aux vents guerriers par ses éternelles litanies pacifistes de vieux hippies."

Le président français a compris cela, estime le journaliste et a tenté de s'inspirer des "recettes du Front après le 13 novembre". "Mais l'original sera toujours préféré à la copie, et c'était trop tard."



VII) Le FN, premier parti de France... chez les jeunes

par Grégoire Lecalot



Une jeune militante du Front national lors d'un meeting à Nîmes le 2 décembre. © Maxppp

L'étude Ipsos/Sopra Steria sur la sociologie des électeurs montre l'attractivité du Front national chez les jeunes. C'est le premier parti choisi par ceux qui veulent s'engager en politique dans cette

tranche d'âge. Le phénomène est particulièrement sensible chez les 18-24 ans. Mais un bémol 2/3 des jeunes ne votent pas. A l'inverse, les plus âgés sont les moins sensibles aux sirènes du FN.

Plus on est jeune, plus on est de gauche, puis on s'oriente à droite en prenant de l'âge. Ce vieux cliché électoral pourrait avoir fait son temps. L'étude sociologique Ipsos/Sopra Steria, montre en effet que le parti le plus souvent choisi par les jeunes qui votent est celui qui se trouve le plus à droite de l'échiquier politique : le Front national.

35% des 18-24 ans

L'Institut Ipsos a sondé les choix politiques de 8.053 personnes du 29 novembre au 2 décembre 2015 pour chacune des 13 nouvelles régions françaises. Et les enquêteurs ont analysé les réponses par sexe, tranche d'âge et catégorie socio-professionnelle. Et il s'avère que 35% des 18-24 ans qui devaient se rendre aux urnes ont choisi un bulletin FN. Le parti de Marine Le Pen est suivi par Les Républicains, l'UDI et le MoDem, qui rassemblent 27% des militants de cette tranche d'âge, et du PS, qui en compte 21%. Les électeurs les plus jeunes marquent ainsi très fortement la mode politique du moment en favorisant le FN.

Personnes âgées moins sensibles au FN

L'électorat du Front national est donc éloigné de son image associée aux personnes âgées. Bien au contraire même, selon cette étude, les plus de 60 ans, la classe d'âge où se situent donc ceux qui ont connu la Seconde Guerre mondiale, est la moins sensible aux sirènes du parti d'extrême droite, avec seulement 20%, quand ils sont 35% à LR-UDI-MoDem et 24% au PS.

Ce constat doit toutefois être nuancé, car l'étude porte sur les électeurs, c'est-à-dire ceux qui sont inscrits sur les listes électorales. L'abstention touche en effet massivement les plus jeunes. Environ deux tiers d'entre eux boudent les urnes.



A Suivre...
La Presse en Revue